



**PRÉFET
DE MAINE ET LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 décembre 2020

Unité Inter Départementale Anjou Maine
Affaire suivie par : Marie-Dominique TESSIER
Tél : 02.41.33.52.73
marie-dominique.tessier@developpement-durable.gouv.fr
N/Réf : EC-2020-164-AUTO-TRIS-St Pierre Montlimart-LETEXPL
V/Réf : DAENV – AR du 30 octobre 2020

Monsieur le gérant,

Vous avez déposé auprès de la Préfecture de Maine et Loire le 30 octobre 2020, un dossier de demande d'autorisation environnementale unique relative au projet d'extension des installations de transit/regroupement et traitement de déchets que vous exploitez sur le territoire de la commune de St Pierre Montlimart - 49110 MONTREVAULT SUR EVRE.

Un accusé de réception vous a été délivré le 30 octobre pour ce dossier. Il ressort de cet examen que votre dossier n'est pas jugé régulier et ne comporte pas tous les éléments suffisants pour en permettre l'examen. Vous trouverez en annexe du présent courrier les éléments complémentaires à apporter. L'annexe I liste en particulier les éléments réhabilitaires empêchant la poursuite de la procédure, sur lesquels il vous appartient d'apporter les réponses les plus complètes possibles. L'annexe II rassemble quant à elle les compléments à apporter qui constitueraient un atout dans l'élaboration du dossier, mais qui n'empêchent pas la poursuite de la procédure

Compte tenu de la nature des éléments à produire, je vous informe que j'ai décidé, en application des dispositions des articles R.181-16 et R.181-17-4° du Code de l'environnement de suspendre le délai d'examen de votre dossier jusqu'à réception des compléments identifiés en annexe I.

Le délai laissé à l'autorité environnementale est également suspendu dans l'attente des compléments demandés en annexe I, et il est prolongé afin que l'autorité environnementale dispose d'un délai de 2 mois pour prononcer son avis à compter de la réception des compléments à apporter à votre dossier.

Je vous invite à compléter votre dossier (sous format papier et sous format électronique) dans les plus brefs délais, et au plus tard dans un délai de trois mois. Passé ce délai, votre demande est susceptible d'être rejetée en application des dispositions de l'article R.181-34 du Code de l'environnement.

**SOCIÉTÉ TRIS
M. ROPARS
Belleville – St Pierre Montlimart**

49 110 MONTREVAULT SUR EVRE



Copie à : Préfet du Maine-et-Loire - DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement S3IC

Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Les compléments devront être déposés auprès de la Préfecture de Maine et Loire (qui pourra également vous renseigner sur le nombre d'exemplaires papier nécessaires à l'éventuelle poursuite de l'instruction de votre dossier). Dans le cas où vous seriez amené à déposer de nouveaux documents se substituant aux précédents, vous voudrez bien indiquer dans une annexe les chapitres qui ont été modifiés et la teneur de ces modifications.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice régionale et par délégation,

La chef du service des risques
naturels et technologiques,



Koulm DUBUS

Annexe I
Éléments rédhibitoires empêchant la mise à l'enquête publique

Description de la nature et volume des activités et rubriques de classement (article R.181-13 point 4° du Code de l'Environnement)

- E1. La capacité de traitement de déchets dangereux projetée, visée à la rubrique 2790, est notamment le broyage de déchets dangereux (y compris les DEEE) à hauteur de 24 t/j. Actuellement 4t/j de DEEE sont traités, soient 1 100 t/an, capacité inchangée dans le projet selon l'exploitant. Le dossier indique que la capacité de traitement du nouveau broyeur de déchets dangereux souillés est de 10 t/j (p.38/54). L'exploitant doit apporter des précisions sur les capacités de broyage de déchets dangereux.

La rubrique IED 3510 relative à la valorisation de déchets dangereux suppose le recours à une ou plusieurs activités dont le traitement, le mélange et le reconditionnement. Dans le tableau de classement (p.52/54), le dossier fait référence à une capacité de traitement de 30 t/j. Il apparaît que des opérations de mélange (déchets liquides dans les cuves) et reconditionnement de déchets sont prévus. Il convient de se positionner pour ces activités à la rubrique 3510.

L'encadrement du mélange de déchets dangereux est précisé aux articles D.541-12-1 à D.541-12-3 du CE. L'exploitant doit vérifier si ses opérations de mélange sont réalisées au sens de ces articles. Dans l'affirmative, compléter le dossier avec une demande d'autorisation de procéder aux mélanges de déchets dangereux.

Le pétitionnaire ne précise pas quelles sont les prévisions des capacités annuelles de déchets qui transiteront et seront traités sur le site. Il convient d'apporter des éléments sur ce point.

- E2. **Analyse de conformité aux prescriptions applicables :**
S'agissant des modifications des installations d'un établissement soumis à autorisation, il y a lieu d'apporter les éléments permettant d'apprécier les modifications envisagées ou apportées aux installations, notamment, en justifiant de la conformité des installations aux exigences réglementaires applicables (arrêté préfectoral d'autorisation du 28/11/2014 et arrêtés ministériels en vigueur). En particulier, il convient de fournir notamment le récolement à :
- l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2791 ;
- l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2795.

E3. Étude d'impact (article D.181-13 point 5° du Code de l'Environnement et article R.122-5 du Code de l'Environnement)

- E4. **Impact des rejets atmosphériques :**

Dans le cadre du projet, la mise en place d'un nouveau broyeur de déchets non dangereux (cartes, plastiques) est prévue. Il convient d'apporter des précisions sur cet équipement (caractéristiques, rejets atmosphériques,...).

Quelles sont les performances attendues des ouvrages de traitement des déchets dangereux pour les émissions atmosphériques dont les COV et leur conformité aux meilleures techniques disponibles ?

- E5. **Impacts sur les eaux**

Avis de la DDT en date du 14 décembre 2020 :

« Concernant les eaux pluviales :

Il est mentionné dans l'étude d'impact (p 71 à 75) qu'elles seront collectées et dirigées vers le séparateur relié au bassin de rétention (et stockage incendie). Or, le plan général du site (pièce 6

DAEU) fait apparaître plusieurs réseaux EP, sans légende spécifique.

*De plus, la vidange du bassin (p 75) est prévue par pompe électrique refoulant dans le collecteur en situation normale : **il manque des indications sur le collecteur concerné et il est nécessaire de le faire apparaître sur le schéma.***

Enfin, » En cas de pollution ou incendie, la pompe est stoppée afin de collecter les eaux polluées. La sortie du bassin sera condamnée et la pompe évacuera les eaux pluviales dans le regard situé à proximité « ? le fonctionnement en cas de pollution ou incendie devrait être clarifié. «.

Le dossier indique que les eaux de toitures sont collectées et traitées dans le réseau d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Or, il n'apparaît pas sur le plan d'ensemble (PJ 2) des installations que les eaux de toiture soient traitées par le séparateur d'hydrocarbures. Il convient de lever cette incohérence et de mentionner distinctement sur le plan d'ensemble les réseaux d'eaux de toiture des bâtiments et auvents. Par principe, le site doit être équipé de réseaux séparatifs de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de celles non polluées. Le plan des réseaux doit également mentionner tous les ouvrages (vannes, compteurs, vanne de barrage, pompe de relevage..).

Actuellement, le site dispose d'un bassin de réserve d'eau incendie (art 7.5.3 de l'AP du 28/11/2014). Il est prévu de le transformer en bassin d'orage et de récupération des eaux d'extinction d'un incendie. « *Il sera équipé d'une moto pompe qui rejettera les eaux pluviales dans le collecteur en situation normale. En cas d'incendie ou pollution, la moto pompe sera stoppée afin de collecter les eaux pluviales* ». Il convient d'apporter des précisions sur les dispositifs mis en place. Que signifie « le collecteur en situation normale » ?

L'exploitant justifiera du dimensionnement du bassin d'orage et de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur. Mentionner sur le plan des réseaux d'eaux le point de rejet des eaux pluviales au milieu naturel.

E6. **Impact sur le bruit**

La dernière campagne de mesures acoustiques réalisée sur le site date de plus de 10 ans. De nouveaux équipements et installations plus ou moins bruyantes sont prévues. Il convient que l'exploitant réalise une modélisation du bruit dans l'environnement en fonctionnement de toutes les installations prévues. Au cas où les résultats des mesures de bruit seraient non conformes, l'exploitant précisera les mesures de réduction envisagées.

E7. **Article D.181-15-2- 4° du CE**

L'origine géographique des déchets dangereux et non dangereux est prévue pour la France métropolitaine. Le dossier précise que la collecte des DEEE fait l'objet d'un contrat national avec un Eco Organisme mais n'indique pas de quelle manière l'origine des déchets de la France métropolitaine est compatible avec les plans déchets notamment en ce qui concerne le principe de proximité.

E8. **Évaluation des risques sanitaires**

Compte tenu que l'étude d'impact a montré l'absence d'impact significatif sur l'environnement, l'exploitant a réalisé une évaluation des risques sanitaires qualitative sans modélisation. Or, la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation impose que l'étude des risques sanitaires soit réalisée sous une forme quantitative avec modélisation (selon le guide INERIS ERS 2013) pour les établissements IED. Il convient donc de réaliser une évaluation des risques sanitaires sous forme quantitative.

Installation IED – art R 515-59 -I du CE

E9. La description des mesures réductrices et compensatoires mentionnée à l'article 122-5 du CE doit être complétée par la description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles.

- E10. **Comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles**
L'exploitant s'est positionné au regard des MTD du BREF WT (traitement des déchets) dont les conclusions ont été approuvées en juin 2018. Il convient de se positionner également sur les BREF(s) transversaux (BREF EFS - ENE- ICS).

La comparaison aux MTD doit **positionner les niveaux des rejets** par rapport aux **NEA-MTD** figurant dans les BREFs. Or, le dossier ne les fait pas apparaître.

Étude de dangers article D.181-15-2 -10° du code de l'environnement

- E11. L'exploitant a modélisé le scénario d'un incendie dans la zone de stockage des déchets plastiques provenant du démantèlement des DEEE susceptible d'avoir des effets sur l'homme en raison des flux thermiques rayonnés par un incendie.

Les résultats démontrent que des effets létaux significatifs sortent de la limite de propriété au Nord-Est, les flux thermiques de 3,5 kW/m² et 8 kW/m² atteignent le terrain agricole voisin.

Par principe, il est demandé aux industriels de maîtriser leurs effets, en particulier de confiner les zones de dangers létaux à l'intérieur des limites de propriété. Apporter des précisions sur les barrières techniques et organisationnelles prévues permettant d'assurer la maîtrise des risques à l'intérieur du site.

- E12. Dans l'évaluation préliminaire des risques, le dossier n'étudie pas le risque d'incendie dans le bâtiment de stockage et démantèlement de DEEE et de matériel dans la mezzanine et au niveau de la zone archives papiers. Bien que ces activités soient déjà existantes, le projet consistant à modifier et augmenter les capacités de stockage et traitement de déchets, il convient d'étudier cette installation dans l'évaluation préliminaire des risques .

- E13. **Agrément au titre des articles R.543-66 à R.543-72**

Parmi les déchets collectés, se trouvent des déchets d'emballages issus des activités économiques pour lesquelles une demande d'agrément de valorisation par tri et préparation de déchets d'emballages doit être sollicitée. Il convient de faire une demande d'agrément au titre des articles R.543-66 à R.543-72 relatifs à la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Annexe II

Remarques non rédhibitoires pour lesquelles une réponse devra être apportée avant la fin de l'instruction ou remarques qui permettraient d'améliorer le dossier de demande

Remarques non rédhibitoires

R1. Caractéristiques des contenants des solvants reconditionnés. Il est mentionné qu'ils sont entreposés dans le box 7 (p 77/132) et sur le plan et box 6 dans le tableau 7(p 22/54)

R2. Compléter les tableaux des quantités maximales de déchets présents sur le site avec leur code déchet (p. 21/54).

R3. **Rapport de base prévu par la directive IED**

Eaux souterraines

L'installation dispose de trois piézomètres implantés en mai 2020. Il convient de compléter le dossier avec l'étude hydrogéologique ayant abouti à leur implantation et de justifier que leur réalisation s'est faite conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Les nouveaux ouvrages de surveillance doivent être inscrits à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM afin de recevoir les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Joindre une cartographie mentionnant le sens d'écoulement des eaux.

Erreur à lever p.27 : « *Autres risques recensés sur la commune de NIORT....* »

R4. **Garanties financières**

Concernant la partie gestion des déchets et transports dans le calcul, certains déchets sont comptabilisés à coût de traitement de transport nuls. Il convient de justifier qu'en cas de cessation d'activité, ces déchets seraient repris à coût nul, transport compris à partir de documents concrets (devis, factures...). A noter que les déchets faisant l'objet d'une filière REP doivent être pris en compte dans le calcul des garanties financières au prix de l'élimination de ces déchets. En effet, il n'est pas acceptable de considérer que la filière gèrera le coût financier de ces produits à la place de l'exploitant.

R5. **Moyens externes incendie**

Le site dispose de trois poteaux incendie installés à proximité à moins de 200 m. Il convient de joindre au dossier la justification de la conformité et disponibilité des poteaux.

R6. **Avis favorable du SDIS du Maine et Loire, toutefois, les prescriptions mentionnées ci-dessous devront être respectées :**

« 1/ Tenir en permanence à disposition des secours les plans d'intervention de l'usine et la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence.

2/ S'assurer que le gardien ou les personnels d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie sont formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs et RIA).

3/ S'assurer que les poteaux d'incendie ont un débit total en simultané de 150 m³/h.

4/ Installer un réducteur de pression au niveau du poteau d'incendie n°10106 afin que la pression dynamique ne dépasse pas 8 bars. »